

# Lutte de classe

Non, tout n'est pas possible dans n'importe quelle condition.

Extrait de l'intervention de D. Gluckstein au rassemblement de Ginestas (IO n°37) :

*« Si tous les partis de gauche appellent à la marche unie sur Paris, c'est des dizaines de millions qui seront dans la rue, et alors ce qui n'était pas possible deviendra possible ! »*

Pris sous cet angle j'adhère à cette proposition, mais elle nécessite au moins deux remarques.

A mon avis, il ne dit pas tout ce que sous-entend cette proposition. Qu'est-ce qui serait possible demain qui ne l'était pas hier ?

Que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner flairant le danger lâche du mou et que la paix sociale soit préservée dans ce pays, même au prix de mécontenter fortement le Medef ? En a-t-il les moyens ? Terrible dilemme en vérité, qui est à la hauteur du niveau atteint par les contradictions du système capitaliste.

Ou que la mobilisation de millions de travailleurs débouche sur autre chose ? Sur quoi sinon sa propre organisation révolutionnaire qui déboucherait sur une remise en cause des institutions de la Ve République et une situation de double pouvoir ? Le POI ne le dit nulle part.

En février 1917 en Russie, la mobilisation révolutionnaire du prolétariat avait abouti à la formation d'organismes politiques indépendants, les soviets, et entraîné la chute du tsar Nicolas II. Cette révolution démocratique bourgeoise à l'initiative du prolétariat s'était soldée par la formation d'un gouvernement bourgeois (de type front populaire) associant le parti bourgeois cadet aux partis ouvriers menchevik et socialiste révolutionnaire.

Un tel gouvernement miné dès le départ par ses contradictions, au service de la bourgeoisie et des féodaux, ne pouvait évidemment pas appliquer un programme ouvrier qui nécessitait la fin de la guerre, l'expropriation des patrons des grandes entreprises et des grands propriétaires terriens.

Lors de sa formation, ce gouvernement bénéficiera de la confiance des masses et de l'appui des soviets dans lesquels les mencheviks et les socialistes révolutionnaires étaient majoritaires.

La situation économique et sociale des masses ne s'améliorant pas, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre comprendra au fil des mois que ce gouvernement ne répondra jamais positivement à leurs revendications. Pendant ce temps-là, le parti bolchevik ne cessera d'oeuvrer à saper la confiance des masses dans ce gouvernement bourgeois, à expliquer inlassablement pourquoi il ne peut pas satisfaire leurs revendications, tout en développant l'intégralité de son programme révolutionnaire. Les masses cherchant une issue politique à la situation catastrophique qu'elles connaissaient après trois ans de guerre impérialiste, se tourneront vers le seul parti demeuré à leur côté, le parti bolchevik.

La crise du régime et la situation des masses s'aggravant jour après jour, sous l'influence grandissante des bolcheviks, la conscience politique des masses va mûrir en neuf mois au point de rompre avec le gouvernement dirigé par Kerenski.

Durant cette période très courte, le parti bolchevik va conquérir la confiance des masses qui vont le placer à la direction du mouvement ouvrier, le nombre de militants au parti bolchevik va passer de 15 000 à plus de 200 000, puis 300 000 la veille de la prise du pouvoir au mois d'octobre.

Durant cette période le parti bolchevik va se transformer et devenir un parti de masse, tout en conquérant la majorité au sein des soviets.

Le parti bolchevik n'a pas conquis la confiance des masses sur la base d'un programme minimum à réaliser, mais sur la base d'un programme socialiste mettant à l'ordre du jour la nécessité politique de détruire l'Etat hérité du tsarisme, de remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation, capitalistes à la ville, féodaux à

la campagne. Il n'a eu de cesse de travailler à élever le niveau de conscience des masses à la hauteur des tâches révolutionnaires qu'elles devaient accomplir pour entrevoir une vie meilleure...

Si le parti bolchevik s'était contenté d'expliquer aux masses qu'il allait appliquer le programme que les mencheviks et les socialistes révolutionnaires n'avaient pas l'intention de mettre en oeuvre sans expliquer comment il comptait s'il prendre, il aurait laissé place à toutes les illusions possibles, y compris dans le capitalisme. Or pour le parti bolchevik qui exprimait au niveau le plus élevé les intérêts et l'objectif du mouvement ouvrier russe, les deux étant liés, les masses devaient se saisir consciemment de cet objectif pour pouvoir vaincre et prendre le pouvoir.

Dans l'esprit de Lénine, il était hors de question de cacher aux masses (et aux militants) l'objectif qu'il s'était donné, de porter son parti au pouvoir et de dévoiler ensuite petit à petit ses réelles intentions. Le parti bolchevik a toujours agi à visage découvert, combattant sous son propre drapeau à partir de son programme socialiste, et non en changeant de peau, de nom ou de programme tous les quatre matins en fonction de la situation ou du sens du vent.

C'est cette détermination sans faille et cette persévérance à toutes épreuves qui permettra de construire le parti et de souder ses militants au côté de Lénine, contre la majorité de la direction du parti bolchevik plus encline à la conciliation avec l'ennemi de classe et ses partis.

En février 1917, les masses n'étaient pas encore prêtes à se hisser au niveau du programme socialiste du parti bolchevik et des tâches qu'il impliquait à réaliser, ce qui n'empêcha pas les bolcheviks de développer tout leur programme devant les masses.

Pour revenir à la situation que nous connaissons aujourd'hui en France, aucun parti ne combat sur la base d'un programme socialiste. Le POI procède par étape comme s'il ne voulait pas brusquer les choses, on se demandera au passage pourquoi. Il ne propose aucune issue politique en dehors d'un schéma à la bolivienne. En dehors des militants, ce parti qui vient une nouvelle fois de changer de nom reste inconnu de la plupart des travailleurs de ce pays.

Maintenant, il est vrai que la France n'est pas la Bolivie et que nous ne sommes plus en 1917. Nous y reviendrons plus loin.

Le POI espère-t-il que la mobilisation de millions de travailleurs débouche sur une grève générale et la chute de Sarkozy ou des élections législatives anticipées ? Que pourrait-il en sortir ? Toute la question est là.

De nouvelles élections législatives dans le cadre de la Ve République, donc avec le mode de scrutin actuel qui favorise les partis institutionnels soutenant le régime ? Le PS ayant entre temps gauchi son langage en sortirait vainqueur avec le soutien des médias et de la bourgeoisie. C'est là qu'on s'apercevrait, trop tard évidemment, des effets pervers de la préservation de ce parti pourri, le PT puis le POI s'en étant fait le complice. Cela ne mettrait pas fin à la crise politique. Que deviendrait Sarkozy ? Aurait-il démissionné ? Pour endiguer la mobilisation des masses le nouveau gouvernement pourrait lâcher le mou que le précédent n'avait pas cru bon de céder, ce qui aurait pour effet immédiat de diviser les masses entre ceux qui seraient servis et les autres, ceux qui ressentiraient le besoin de continuer le combat et ceux qui s'empresseraient de rentrer chez eux et de reprendre le travail. Sans oublier que l'UE pourrait intervenir sur le plan économique pour que l'ordre revienne le plus vite possible en France, avant que le prolétariat de l'UE se saisisse de l'expérience du prolétariat français pour l'imiter...

Lâcher du mou ne peut servir au bout du coup qu'à renforcer la subordination des masses au capitalisme, tout en le fragilisant davantage, surtout avec la crise actuelle.

Un gouvernement de cohabitation entre Sarkozy et le PS pourrait-il voir le jour ? Impensable diront certains, pas si sûr, à force d'exclure systématiquement certaines hypothèses caractérisées d'emblée comme invraisemblables, on passe à côté de l'essentiel, lorsque le régime est directement menacé, tout ou presque devient possible pour le sauver.

Du premier à son dernier jour, pas un instant le parti bolchevik n'avait soutenu le gouvernement bourgeois de coalition au pouvoir en Russie, il l'a toujours combattu. Quelle serait la position des dirigeants du POI face à un gouvernement et une Assemblée nationale dominés par le PS ? La même qu'ils ont eu au lendemain de mai et juin 81 (OCI-PCI) en soutenant Mitterrand et la majorité de députés PS-PCF ?

J'aurais envie de dire, qu'il vaudrait mieux tout faire pour empêcher le gouvernement quel qu'il soit de lâcher du mou pour que la mobilisation des masses continue et prenne encore plus d'ampleur, car c'est seulement dans ce cadre, dans le cadre d'un affrontement direct avec l'Etat que les travailleurs poseront la question de sa liquidation, que leur conscience politique mûrira au point de poser cette question déterminante.

Ce qui caractérise avant tout la situation, c'est l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Etat d'en finir avec la crise du capitalisme. Donc, quel que soit le gouvernement en place, il se trouvera confronté à la même situation et à la lutte des classes, les capitalistes ne voulant rien lâcher, le prolétariat mobilisé pour faire aboutir ses revendications.

En cas de mobilisation révolutionnaire du prolétariat, la convocation d'élections quel qu'en soit le mode de scrutin ou le cadre, Assemblée nationale ou Assemblée constituante, aboutirait à une démobilisation des masses et serait fatale au mouvement engagé, pas forcément, mais cela compliquerait considérablement les choses.

En Bolivie les masses se sont mobilisées, elles ont obtenu la tenue d'élections à une Assemblée constituante, la mobilisation est retombée, vous connaissez la suite, l'Etat n'a pas changé de nature et les vieilles institutions sont toujours en place, y compris les gouverneurs réactionnaires qui ont obtenu que leur pouvoir soit confirmé par la constitution qui vient d'être adoptée. Bref, rien n'a changé radicalement pour le prolétariat et la paysannerie pauvre en Bolivie.

En France il n'existe même pas un parti ouvrier aussi ancré dans les masses que le parti d'Evo Morales. Quand on regarde la composition et le fonctionnement de l'Assemblée constituante bolivienne, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que rien ne la distingue en réalité de l'Assemblée nationale en France. Partis ouvriers et bourgeois s'y côtoient, le mandat des élus ouvriers ne sont pas davantage sous le contrôle de la classe ouvrière qui les a élus, etc. Morales, au lieu de prendre des mesures radicales pour se rallier l'immense majorité de la population laborieuse, a préféré composer avec la réaction, résultat, il n'a pas davantage le soutien des masses aujourd'hui que lorsqu'il a été élu et il se retrouve inévitablement dans une impasse à concilier l'inconciliable au profit de ceux qui détiennent réellement le pouvoir les capitalistes et les grands propriétaires terriens. On a là sous les yeux les limites de la stratégie conduisant à la formation d'une Assemblée constituante.

En France, à l'heure qu'il est, je ne vois vraiment pas comment on pourrait s'en sortir, même en prenant en compte la politique que propose le POI, sachant qu'il n'existe aucun parti combattant sur la base d'un programme socialiste.

Le courant communiste internationaliste du POI attendrait-il qu'une situation similaire à celle de février 1917 voit le jour en France pour sortir son programme de sa poche ? Si tel était le cas, serait-ce un bon calcul ? Il ne faut évacuer aucune hypothèse comme je l'ai indiqué plus haut, sans l'avoir étudiée attentivement. On pourrait répondre : pourquoi pas, à ceci près que la mobilisation des masses ne dépend pas du POI qui est trop faible pour influencer sur la situation, c'est uniquement la crise du capitalisme et ses conséquences qui poussent les masses à se mobiliser.

Maintenant, ce que le POI semble sous-estimer, c'est le contenu que les masses donnent à leur mobilisation et à la fois l'objectif qu'elles en attendent et qu'elles devraient commencer à entrevoir. Et c'est là que le POI dérape ou ne remplit pas le rôle d'un parti combattant pour la prise du pouvoir par le prolétariat, car à aucun moment il ne lui montre la voie à suivre pour qu'il prenne conscience de l'objectif politique qu'il doit donner à son combat, les tâches qu'il aura à accomplir impérativement pour vaincre, le POI s'arrête à mi-chemin paralysé par ses propres contradictions, les contradictions propres à ce genre de parti, ce qui était prévisible et inévitable.

Si j'ai bien compris, pour le POI, il suffirait que les masses se mobilisent pour des revendications que le gouvernement ne peut pas satisfaire, l'interdiction des licenciements par exemple, pour que de lui-même leur mouvement pose spontanément à un moment donné la question du pouvoir politique, mieux qu'il trouve par lui-même les moyens de la résoudre. Force est de constater que tel ne fut pas le cas à la Guadeloupe après 6 semaines de grève générale. En fait, le mûrissement de la conscience politique du prolétariat se réaliserait sans l'intervention consciente du parti qui ne servirait finalement plus à rien ou presque, dont le rôle déterminant dans la marche au pouvoir serait relayé au second plan, rompant avec le marxisme et le léninisme par la même occasion. Les masses auraient la capacité spontanément au gré des événements de se hisser au niveau du programme de la révolution socialiste mondiale et de s'organiser sans l'aide d'un

guide, sans qu'on ait besoin de lui indiquer la voie à suivre ou comment s'orienter pour aller de l'avant, la réaction avec tous les moyens dont elle dispose s'étant volatilisée entre temps par enchantement...

A moins que le POI n'existe que jusqu'à l'ouverture de la crise révolutionnaire, que ses militants restés fidèles au marxisme créent à ce moment-là un véritable parti communiste pour orienter les masses vers la prise du pouvoir. Si tel était le cas, pourquoi ne pas le dire ouvertement. Ce parti ne pourrait être créé de toutes pièces en pleine crise révolutionnaire, ce serait le courant communiste internationaliste qui dirige en fait le POI qui déciderait de le transformer en parti révolutionnaire. Serait-ce possible, on peut se poser cette question.

La réponse à cette question en deux temps.

Une telle orientation politique décidée à la hâte provoquerait inévitablement l'éclatement de ce parti, ces éléments conservateurs, les démocrates, les républicains et les syndicalistes réformistes prendraient leurs jambes à leur cou et se sauveraient en courant, tous les petits bourgeois qui composent ce parti et auraient encore quelque chose à perdre en feraient autant au premier coup de canon de la réaction. Il resterait dans ce parti de combattants révolutionnaires à peine 2 ou 3000 militants dont une partie n'est plus très jeune. Admettons qu'ils seraient alors rejoints par un nombre équivalent de militants provenant de différentes formations politiques ou d'anciens militants de ce parti. Ce serait un peu court pour engager le combat pour la direction du prolétariat en pleine crise révolutionnaire, pour ne pas dire un combat perdu d'avance.

Mais rien ne dit que telle pourrait être l'intention des dirigeants du CCI compte tenu de leur histoire politique passée.

Pendant près de 40 ans en ce qui concerne Lambert, quelques décennies pour ses disciples, ils ont fait exactement l'inverse de ce qu'il fallait faire, je m'explique. Alors que les conditions objectives (crise du capitalisme) n'étaient pas réunies pour qu'une crise révolutionnaire voit le jour, chaque jour ils répèteront que nous étions dans une période caractérisée par l'imminence de la révolution qui n'est jamais arrivée comme chacun sait. Ils démontraient ainsi leur incapacité à interpréter correctement le développement du capitalisme et de la situation à l'échelle mondiale. Ils seront induits en erreur en se raccrochant désespérément au *Programme de transition* de Trotsky comme à une bouée de sauvetage perdus en pleine mer, en le suivant à la lettre, alors qu'il avait été conçu pour une période depuis longtemps révolue, en sous-estimant gravement les conditions objectives dont finalement ils ne tiendront pas compte ou qu'ils ne comprendront pas. Leur organisation l'OCI, puis furtivement le PCI, d'espoir en désespoir ne sera qu'une passoire par laquelle passeront des milliers de militants qui en sortiront presque aussi démunis politiquement qu'au premier jour. Construire un tel parti de 1945 à 1985 n'était pas une erreur, les choses sont plus complexes qu'elles n'y paraissent au premier abord, en réalité, d'un côté l'analyse de la situation d'où découlait la théorie de l'imminence de la révolution était erronée, d'un autre côté, loin de subordonner la politique de l'organisation à la construction du parti, Lambert se servira de ce qui pouvait passer pour une politique conforme au trotskisme, pour soutenir l'appareil du PS (et de Force ouvrière) convaincu que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et une majorité de députés du PS et du PCF ouvrirait la voie à l'ouverture de la crise révolutionnaire, ce qui ne s'est pas produit non plus. Ce qui est frappant ici, c'est à quel point Lambert n'a finalement jamais été à la hauteur de ses responsabilités, pas davantage les dirigeants qui étaient à ses côtés. Et pourtant, ils étaient engagés sur la bonne voie avec le PCI, il aurait fallu continuer à le construire jusqu'à nos jours en remettant le marxisme sur ses pieds.

Le temps passant, se rendant compte enfin que la révolution tardait à pointer le bout de son nez, ils ne comprendront pas davantage pourquoi lorsqu'ils prendront la décision de liquider le Parti communiste internationaliste (PCI) au milieu des années 80, alors que justement le capitalisme entraînait de plein pied dans une nouvelle crise pleine de promesses que la non convertibilité du dollar en or en 74 n'avait réussi à contenir que provisoirement. Dès cette époque et davantage encore à la fin des années 90, lorsque l'impérialisme américain autorisera la fusion des banques d'affaires avec les banques de placements, il était très clair que cette mesure n'avait été prise que pour éviter une crise immédiate, mais c'était uniquement reculer et préparer les conditions de la prochaine qu'il ne pourrait pas éviter indéfiniment tant son ampleur et sa profondeur seraient gigantesques et incontrôlables à l'échelle mondiale cette fois, nous y sommes.

Pendant ces deux ou trois décennies, cette longue période aurait dû être consacrée uniquement à construire un véritable parti communiste, à continuer de construire le PCI, un parti de combattants révolutionnaires, un parti où auraient été forgés les cadres nécessaires à la transformation du parti en parti de masse au moment de l'ouverture de la crise révolutionnaire pour pouvoir guider les masses vers la prise du pouvoir.

Or le tandem Lambert-Gluckstein a fait exactement l'inverse de ce qu'il fallait faire, ils ont liquidé les bases d'un parti révolutionnaire au profit d'un parti de masse, le Parti des travailleurs à la suite du Mouvement pour un parti des travailleurs, au moment où ni les militants ni les masses n'étaient mobilisées, la crise n'ayant pas éclaté à l'échelle mondiale, et aujourd'hui que la crise est bien là et que demain les masses vont avoir besoin d'un parti centralisé pour les accueillir, il n'existe pas. Je ne suis pas un partisan acharné du *Programme de transition* comme vous le savez, mais souvenez-vous camarades de l'avertissement que Trotsky avait inséré à l'adresse des militants si je me souviens bien : gare à vous si vous laissez passer la prochaine occasion, gare à vous si vous ne vous êtes pas préparés à temps. Autant pisser dans un violon ! Et si demain la direction du CCI-POI faisait marche arrière, je crains qu'il ne soit trop tard pour rattraper toutes ces années perdues, je ne vois pas comment quelques milliers de cadres (mal formés qui plus est !) pourraient faire en sorte qu'un tel parti de masse soit en ordre de bataille. Je veux bien que les jours comptent parfois pour des années pendant la révolution, que la conscience des masses peut évoluer à une vitesse fulgurante, mais il y a une limite à tout, sauf encore une fois à prendre un enseignement à la lettre et se leurrer soi-même, c'est mortel parfois.

Bizarrement, aujourd'hui ils ne parlent plus de révolution, de renverser le régime et les institutions, alors que la crise est là et impose cette tâche aux masses. Ils semblent littéralement tétanisés par une telle perspective. C'est comme s'ils voulaient reporter sur les masses leur propre manque de lucidité politique, leur propre impréparation, leur propre incapacité à saisir l'évolution de la situation. La révolution, ils en parlaient tous les quatre matins quand l'heure n'avait pas sonné, et maintenant qu'elle sonne, ils répondent aux abonnés absents. Etrange, non pour des révolutionnaires, vous ne trouvez pas ? A moins qu'ils ne minimisent cette crise, c'est vrai qu'à force de parler de crise pendant des décennies alors qu'elle n'existait pas, il arrive un moment où l'on ne sait plus très bien où l'on en est.

Vous voyez encore une fois que je ne lance pas la pierre au POI et ses dirigeants, j'essaie de comprendre pourquoi ils s'emploient systématiquement à faire les choses à l'envers selon moi. Il est vrai qu'au point où ils en sont, ils auront du mal à redresser la barre pour autant qu'ils en aient l'intention, ce que je veux bien admettre aussi, je ne les considère pas comme des ennemis contrairement à eux. Le plus difficile pour eux serait d'admettre ces erreurs, pour peu bien sûr qu'ils les aient commises comme je l'affirme. J'avoue de mon côté que j'ai sans doute parfois dépasser les bornes dans mes critiques, mais à aucun moment je n'ai été animé par l'intention de leur nuire, cela doit faire partie du combat politique, c'est inévitable de commettre des erreurs ou de s'emporter parfois.

Cela dit, il est vrai que la situation n'est pas simple. Je pense que le facteur déterminant dans la situation actuelle, c'est la crise du capitalisme et son développement auquel on assiste jour après jour et qui constitue un excellent exercice pour aider les masses à prendre conscience de ce qu'est réellement le capitalisme pour rompre avec lui et chercher la voie pour l'abattre.

Les travailleurs dès qu'ils regardent les informations télévisées, ils entendent parler de la crise, dès qu'ils ouvrent un journal, c'est pour lire les derniers développements de cette crise à travers le monde, dès que Sarkozy ouvre la bouche, c'est pour parler de la crise ou évoquer une réunion où la crise était au menu, dès qu'ils avancent une revendication, les patrons leur répondent par la négative en invoquant la crise, etc. Bref, ils n'entendent plus parler que de la crise du capitalisme, difficile après de leur vanter les bienfaits éternels du capitalisme, encore moins d'évoquer devant eux leur avenir radieux et celui de leurs enfants sous un régime capitaliste, le capitalisme est en passe de devenir l'ennemi public numéro un à abattre, on s'en réjouit. C'est donc en partant de cette situation et dans cette perspective qu'il faut les aider à progresser sur le plan politique.

Je ne suis pas contre la proposition du POI d'une marche uni sur Paris pour interdire les licenciements. Autre contradiction du POI, c'est lorsqu'ils disent que la rupture avec l'UE n'est pas un préalable à l'unité, si tel est bien le cas, pourquoi la perspective de renverser le régime et les institutions en serait un ? On peut très bien être favorable à l'organisation des travailleurs dans l'unité pour réaliser cette marche sur Paris, et en même temps avancer la nécessité d'abolir les institutions politiques du capital en France, où serait l'obstacle si la rupture avec l'UE n'en est pas un ? Si ce n'est ni un obstacle ni une contradiction, alors pourquoi le POI s'obstine-t-il à refuser d'avancer cette issue politique qui de toutes manières sera incontournable à un moment donné ?

Si pour interdire les licenciements ou satisfaire nos revendications, il faudra impérativement faire sauter la Ve République, pourquoi ne pas le dire tout de suite aux travailleurs, les y préparer ? Ne serait-il pas plus avantageux de construire un parti sur une telle perspective ? Ne serait-il pas plus économique de populariser le plus tôt possible auprès des masses l'objectif politique qu'elles devront se fixer dans le prolongement du

combat qu'elles mènent aujourd'hui ? Il y a deux façons de s'engager dans le combat politique, avec ou sans perspective politique. Question stupide pour attitude tout autant stupide : laquelle est la plus avantageuse et permet de gagner un temps précieux ?

On pourra objecter que ce n'est pas nécessaire d'avoir en tête une perspective politique pour descendre dans la rue. Certes, on vient de le voir à la Guadeloupe, mais cela ne va pas bien loin non plus. Lors de l'émission Envoyé spécial diffusée sur France 2 (en différé sur TV5 Monde Asie), ils ont consacré un reportage sur la grève à la Guadeloupe, je n'en ai pas perdu une miette autant vous dire, j'étais scotché sur l'écran de télé.

Un travailleur guadeloupéen d'une cinquantaine d'années, manutentionnaire, a expliqué qu'il n'avait jamais été syndiqué avec une pointe de mépris à peine voilé pour les syndicats, l'air de dire, je n'ai jamais eu confiance en eux, je l'ai interprété ainsi, il a ajouté qu'il n'en pouvait plus, vivre avec sa femme et ses trois ou quatre enfants avec sa paie misérable était devenu insupportable, il a entendu l'appel à la grève, il n'a pas arrêté le boulot immédiatement, il a attendu que la grève prenne de l'ampleur et de constater que les choses étaient décidément sérieuses pour rejoindre le mouvement. Il a dit qu'ils étaient en situation de survie, qu'ils n'avaient rien à perdre et que c'était pour cela qu'il arrêterait de bosser. Son épouse a dit que ce n'était pas 200 euros qui allaient changer leur vie de merde, qu'il en faudrait beaucoup plus pour qu'ils entrevoient une vie meilleure. Pas un seul instant ils n'ont évoqué la situation politique, à aucun moment ils n'ont décollé du stade élémentaire des revendications alimentaires avancées par le LKP. J'en tire la conclusion qu'ils n'ont pas avancé d'un millimètre sur le plan politique et que cette expérience ne leur servira strictement à rien. Dommage, non ?

Lors de la révolution de 1905 en Russie, il y eut bien des soviets, mais à aucun moment le régime ne fut menacé, le tsar conservera son trône. Le mouvement ouvrier russe n'était pas suffisamment développé pour pouvoir poser la question du pouvoir politique. En février 1917 tel n'était déjà plus le cas et le tsar fut chassé du pouvoir, entre temps la conscience politique du prolétariat avait eu le temps de mûrir... Et si le pouvoir échut à la bourgeoisie, c'est seulement à cause de la trahison des mencheviks et des socialistes révolutionnaires qui lui remirent le pouvoir entre les mains, tandis que le parti bolchevik était encore exsangue. En réalité les choses étaient plus compliquées, la classe ouvrière était minoritaire et la paysannerie pauvre n'avait pas encore réalisé sa liaison avec le prolétariat, ce qui sera fait (en partie) dans les mois qui s'écouleront entre février et octobre, ce qui permettra d'en finir avec le gouvernement Kerenski.

Pour que la révolution d'Octobre puisse vaincre, il fallait préparer le terrain aux masses, fallait-il encore qu'il existe un parti qui les prépare à cette échéance, qui leur ouvre une perspective politique, qui les entraîne au combat contre l'Etat, c'était à elle de s'approprier les mots d'ordre du parti bolchevik, Lénine ne comptait pas sur autre chose que l'élévation de la conscience politique des masses aux tâches de la révolution socialiste pour prendre le pouvoir (Thèses d'avril). Les bolcheviks ont consciencieusement préparé les masses aux combats qu'elles devraient livrer, il ne les a pas ménagées, il ne leur a rien caché, comment voulez-vous progresser si l'on vous cache les choses les plus importantes, mais Lénine avait une confiance totale dans les masses, ce qui semble faire défaut à nos dirigeants malheureusement.

Certes le monde a subi de nombreuses transformations en un siècle, il n'en demeure pas moins vrai que si on vous lâche au beau milieu d'une immense forêt sans une carte pour en sortir, vous risquez d'y rester longtemps et d'y crever ! La lutte des classes est impitoyable et le sera davantage encore demain, il faut en avoir parfaitement conscience le plus tôt possible. On ne mène pas notre combat politique dans cette perspective, où alors vaut mieux tout arrêter maintenant si on n'a aucune chance de s'en sortir, de vaincre. Absolument aucun argument ne permet d'affirmer que les masses s'en sortiront seules par leurs propres moyens, je le répète puisque c'est pour ainsi dire ce que l'on tente de vouloir nous faire croire en refusant de leur proposer une issue politique sérieuse.

Certes nous disposons de moyens de communication qui n'existaient pas il y a un siècle, vous parlez d'une aubaine lorsqu'on voit l'usage qui en est fait et qui les contrôlent. Qu'est-ce que vous croyez, demain la révolution éclate en France, dans l'heure qui suit tous les sites Internet politiques seront coupés, plus de téléphones portables, les imprimeries des partis occupées par la police ou l'armée, etc. Et là, on se retrouvera totalement désarmé, comment je vais faire pour passer le message, un peu tard pour y penser camarades, les masses, c'était avant et depuis longtemps qu'il fallait incruste dans leurs cerveaux la marche à suivre, vous pouvez vous y mettre maintenant, si elles rattrapent le temps perdu c'est qu'on aura vraiment un bol monstre. Comme disait Marx, il faut aussi compter avec le hasard et il arrive parfois qu'il fasse bien les choses, bon, c'est bien beau tout cela, mais sachant pertinemment les difficultés qui nous attendent, on ne va pas tenter le diable, il serait de la responsabilité de nos dirigeants d'éviter au maximum

que ce genre de situation se produise, car le hasard ne fait pas toujours bien les choses malheureusement et leur rôle n'est pas à ma connaissance de mettre le destin du prolétariat et des militants entre les mains du hasard, mais bien de les préparer politiquement à l'objectif politique qu'ils devront se fixer au cours de la révolution... Oui tout est possible, à certaines conditions.

Préparer les masses, se préparer aux affrontements de demain, se retrouver dans les conditions les plus favorables possibles pour mener les combats décisifs, cela ne devrait-il pas être une préoccupation de tous les instants pour les dirigeants, dès lors que la crise du capitalisme a éclaté et que son issue demeure incertaine ? Et si ce n'était pas pour cette fois, ce ne serait pas grave, ce ne serait pas une erreur de les avoir préparées à affronter directement l'Etat, ce ne serait pas perdu pour bien longtemps ni pour personne car cela profiterait au moins aux militants qui auraient été recrutés et formés dans cette perspective. On conclura par le parti, encore le parti, toujours le parti. Y aurait-il une tâche plus prioritaire aujourd'hui ? 200 euros ? A ce prix-là, vaut mieux cesser le combat tout de suite et proclamer que la barbarie a gagné la guerre.